

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

EDMOND DE ROTHSCHILD SA

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 72 942 792 €.
Siège social : 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.
784 337 610 R.C.S. Paris.

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 19 mai 2017

Comptes consolidés et annexes au 31 décembre 2016

I. – Bilan consolidé

(En milliers d'euros.)

Actif		31/12/2016	31/12/2015
Caisse, Banques centrales, CCP	3.1	1 176 125	914 319
Effets publics et valeurs assimilées	3.1	79 820	79 853
Créances sur les établissements de crédit	3.1	264 855	372 919
A vue	3.1	252 404	101 333
A terme	3.1	12 451	271 586
Créances sur la clientèle	3.2	631 742	563 718
Créances commerciales	3.2	-	-
Autres concours à la clientèle	3.2	191 529	153 552
Comptes ordinaires débiteurs	3.2	440 213	410 166
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.3	20 552	505
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	104 082	103 363
Participations, titres de l'activité de portefeuille et parts dans les entreprises liées	3.4	41 825	47 668
Participations et parts dans les entreprises liées mises en équivalence	3.5	58 883	57 668
Non Financières	3.5	211	191
Financières	3.5	58 672	57 477
Immobilisations incorporelles	3.7	19 802	20 291
Immobilisations corporelles	3.7	217 029	195 571
Ecarts d'acquisition	3.8	121 383	96 172
Actifs divers	3.9	95 472	129 618
Comptes de régularisation	3.9	133 126	137 554
Total de l'actif		2 964 696	2 719 219

Passif		31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales, CCP	3.10	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3.10	668 436	296 667
A vue	3.10	41 501	17 665
A terme	3.10	626 935	279 002
Comptes créditeurs de la clientèle	3.11	1 095 981	1 068 453
Comptes d'épargne à régime spécial	3.11	54 707	57 774
A vue		-	-
A terme		54 707	57 774
Autres dettes	3.11	1 041 274	1 010 679
A vue		901 982	852 204
A terme		139 292	158 475
Dettes représentées par un titre	3.12	402 757	410 184

Bons de caisse	3.12	-	-
Titres du marché interbancaires et titres de créances interbancaires	3.12	402 757	410 184
Emprunts obligataires	3.12	-	-
Autres passifs	3.9	146 671	210 399
Comptes de régularisation et passifs divers	3.9	111 506	140 081
Ecarts d'acquisition	3.8	1 784	1 960
Provisions	3.13	24 083	25 602
Dettes subordonnées	3.14	21 732	21 730
Capitaux propres (hors FRBG)	3.15	491 746	544 143
Capital souscrit		72 943	72 943
Primes d'émission		10 590	10 590
Réserves consolidées et autres (+/-)		401 320	405 165
Part du groupe		365 223	356 904
Part des minoritaires		36 097	48 261
Résultat de l'exercice (+/-)		6 893	55 445
Part du groupe		4 738	46 671
Part des minoritaires		2 155	8 774
Total du passif		2 964 696	2 719 219

Hors-bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements donnés de l'activité bancaire		
Engagements de financement	215 413	190 183
Engagements de garantie	163 662	199 341
Engagements sur titres	-	-
Total engagements donnés	379 075	389 524
Engagements reçus		
Engagements reçus de l'activité bancaire		
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	53 143	43 092
Engagements sur titres	-	-
Total engagements reçus	53 143	43 092

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	4.1	23 388	25 644
Intérêts et charges assimilées	4.1	-27 028	-25 416
Revenus des titres à revenu variable	4.2	10 836	4 409
Commissions (produits)	4.3	349 105	397 481
Commissions (charges)	4.3	-95 120	-103 568
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		11 919	6 946
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-4 987	3 448
Autres produits d'exploitation bancaire	4.4	52 135	51 076
Autres charges d'exploitation bancaire	4.5	-21 917	-14 767
Produit net bancaire		298 331	345 253
Charges générales d'exploitation	4.6	-262 189	-277 190
Frais de personnel	4.6	-156 704	-159 259
Autres frais administratifs	4.6	-105 485	-117 931
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-22 239	-22 173
Résultat brut d'exploitation		13 903	45 890
Coût du risque	4.7	-368	-671
Résultat d'exploitation		13 535	45 219

Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	3.5	10 244	10 466
Non financières	3.5	1	-361
Financières	3.5	10 243	10 827
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	4.8	3 689	30 452
Résultat courant avant impôt		27 468	86 137
Résultat exceptionnel	4.9	-	-
Impôts sur les bénéfices	4.10	-12 146	-23 604
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	3.8	-8 429	-7 088
Dotation / Reprise des Fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Intérêts minoritaires		-2 155	-8 774
Résultat net - part du groupe		4 738	46 671
Résultat net, part du groupe, par action		1,68	16,63
Résultat net dilué, part du groupe, par action		1,68	16,63

III. – Tableau des flux de trésorerie

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'exercice	6 893	55 445
Résultat lié aux actifs et passifs destinés à la vente	-8 096	-4 522
Plus et moins-values de cession	-3 969	-30 953
Dotations nettes aux amortissements et provisions	27 060	22 991
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-10 244	-10 466
Reclassement du résultat net sur instruments financiers	-11 983	-7 050
Autres produits et charges calculés	-	-
Pertes / produits nets des activités de financement	1 338	1 334
Charges d'impôt (y compris impôts différés)	12 146	23 604
Capacité d'autofinancement avant résultat des activités de financement et impôt	13 143	50 384
Impôt versé	-20 179	-13 100
Augmentation / diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	243 914	-149 677
Augmentation / diminution nette liée aux opérations avec la clientèle	-40 386	20 604
Augmentation / diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	361 401	195 854
Augmentation / diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs non financiers	-41 670	46 279
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	516 224	150 344
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Décassements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-52 088	-23 729
Décassements sur acquisitions d'immobilisations financières	-77 216	30 530
Variation des dépôts de garantie	-	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	4 627	7 984
Cessions ou réductions des actifs immobilisés	52 740	55 167
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	-71 937	69 952
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Augmentation / diminution de trésorerie provenant des activités de financement	-1 336	-1 336
Augmentation / diminution de trésorerie liée aux opérations avec les actionnaires	-46 241	-55 545
Trésorerie nette provenant des opérations de financement	-47 577	-56 881
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-54	885
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	396 657	164 300
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	914 319	782 647
OPCVM monétaires qualifiés d'équivalents de trésorerie	101	101
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	83 697	51 068
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	998 117	833 816
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	1 176 125	914 319

OPCVM monétaires qualifiés d'équivalents de trésorerie	7 673	101
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	210 975	83 697
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 394 773	998 117
Variation de la trésorerie nette	396 656	164 300

IV. – Notes annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2016

La consolidation a été effectuée conformément aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière car la société contrôle un établissement de crédit.

En conséquence, les dispositions prévues par le règlement n° 99-07 du 24 novembre 1999 du Comité de la réglementation comptable ont été appliquées, et les comptes des sociétés qui ne sont pas des établissements de crédit ont été reclassés selon le plan comptable bancaire.

Les comptes consolidés sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2000-04 du Comité de la réglementation comptable modifié par le règlement 2005-05 du Comité de la réglementation comptable.

Les données comptables du bilan, du compte de résultat et des notes annexes sont exprimées en milliers d'euros. Elles correspondent à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

1. – Principes de consolidation

1.1. – Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés ont été établis à partir des comptes annuels d'Edmond de Rothschild SA et de toutes les filiales significatives consolidées par intégration globale ou mises en équivalence.

1.1.1. – Sociétés intégrées globalement

Les sociétés placées sous le contrôle exclusif d'Edmond de Rothschild SA ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres en portefeuille chacun des éléments de l'actif et du passif des filiales, puis à éliminer les opérations réciproques entre la société mère et ses filiales, ou entre les filiales. La part des intérêts minoritaires, dans les capitaux propres et dans le résultat, est inscrite distinctement au bilan et au compte de résultat consolidé.

1.1.2. – Sociétés mises en équivalence

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable ont été consolidées sur la base de la méthode de la mise en équivalence.

Cette méthode a été également suivie pour les sociétés détenues à plus de 40 % lorsqu'elles sont contrôlées par un autre groupe.

La mise en équivalence conduit à substituer à la valeur comptable des titres la quote-part revenant au groupe dans les capitaux propres et les résultats de l'exercice des sociétés concernées.

Les participations dont l'importance n'est pas significative ou qui ne sont pas destinées à rester durablement au sein du groupe n'ont pas été consolidées, ou ont été consolidées par mise en équivalence.

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille, même détenus à plus de 20 %, dans lesquels le groupe n'est qu'un partenaire financier sans y exercer aucune influence ne sont pas consolidés.

1.2. – Structure du groupe - Évolution du périmètre de consolidation

Comparé au 31 décembre 2015, le périmètre de consolidation a évolué comme suit, au 31 décembre 2016.

- Les sociétés Edmond de Rothschild (Israël) Ltd et Edmond de Rothschild (UK) Ltd ont été cédées à Edmond de Rothschild (Suisse).
- La société Edmond de Rothschild (Asia) Ltd a été liquidée le 17 juin 2016.
- Le 23 juin 2016, Edmond de Rothschild (France) a acquis 100 % des titres de la société Cleaveland, société de gestion d'actifs immobiliers.
- La participation du Groupe dans Edmond de Rothschild (Italia) SGR SpA est passée de 75,5 % à 100 % suite à l'acquisition de la totalité des parts de la société.
- Le groupe Cogifrance a fait l'acquisition de trois nouvelles entités :
 - SNC Cogifrance Paris Est, le 23 juin 2016
 - SNC Cogi Seine, le 19 septembre 2016
 - SNC Cogi Ouest, le 29 novembre 2016

1.3. – Principes de consolidation

1.3.1. – Date de clôture

Les comptes consolidés ont été établis sur la base des comptes sociaux de chaque entité arrêtés au 31 décembre 2016, conformément aux règles applicables aux établissements de crédit pour ceux-ci, et aux règles du plan comptable général pour les autres entreprises.

1.3.2. – Retraitements

Les amortissements sont portés en déduction des immobilisations.

Les dépréciations sont affectées en déduction des actifs dont elles couvrent des pertes de valeur.

Les provisions ayant le caractère de réserves ont été reclassées en tant que telles.

Les éléments d'évaluation à caractère fiscal figurant dans les comptes sociaux sont retraités dans le bilan et le compte de résultat consolidés.

L'incidence fiscale de ces retraitements est également prise en compte.

1.3.3. – Éliminations de consolidation

Les créances, dettes et engagements, ainsi que les produits et charges résultant d'opérations entre sociétés consolidées par intégration globale, sont éliminés. Il en est de même pour les plus ou moins-values de cession ou d'apport. Les produits correspondant aux dividendes reçus de toutes les sociétés consolidées sont également éliminés pour la détermination du résultat consolidé.

Lorsque les plus ou moins-values de cession ou d'apport concernent des sociétés mises en équivalence, elles ne sont éliminées qu'à hauteur du pourcentage de contrôle du groupe dans lesdites sociétés.

1.3.4. – Écarts de première consolidation

Des écarts de première consolidation sont dégagés à l'occasion de prises de participation.

Lorsqu'ils peuvent être affectés directement à des éléments d'actif ou de passif, il s'agit d'écarts d'évaluation. Les écarts d'évaluation portés à l'actif sont amortis ou dépréciés dans les mêmes conditions que les actifs concernés. Ces écarts sont repris par le compte de résultat dès lors que les éléments d'actif sous-jacents sont cédés.

Les écarts non affectés constituent des écarts d'acquisition inscrits à l'actif ou au passif, sans compensation. Ces écarts sont rapportés au compte de résultat par vingtième.

En cas d'indice de perte de valeur, il est procédé à un test de dépréciation en comparant la valeur comptable de l'actif à sa valeur d'utilité.

À la suite des fusions intervenues entre sociétés au sein du groupe, les écarts de première consolidation qui existaient ou qui subsistaient entre les sociétés antérieurement fusionnées ont été repris dans les comptes consolidés en valeurs brutes et amortissements pour leurs montants d'origine. Les plans d'amortissement initiaux sont maintenus.

1.3.5. – Impôts différés

Des impôts différés sont constatés au bilan (dans les comptes de régularisation) et au compte de résultat pour tenir compte du décalage temporaire entre la constatation comptable d'un produit ou d'une charge et sa prise en compte dans le résultat fiscal et de l'incidence fiscale des retraitements de consolidation.

L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement du taux d'imposition et les variations enregistrées au compte de résultat. L'impôt différé enregistre également la contribution sociale sur les bénéfices prévue par la loi de financement de la Sécurité Sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999 ainsi qu'une Contribution Exceptionnelle au taux de 10,7 % pour les sociétés bénéficiaires réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros et pour les exercices clos au 30 décembre 2016. À cela s'ajoute une contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés de 3 % instaurée par la 2e Loi de Finances rectificative pour 2012 et assise sur les montants distribués par les sociétés.

Sauf exception justifiée par une forte probabilité de recouvrement, la constatation de déficits fiscaux ne donne pas lieu à enregistrement d'impôt différé actif chez les entreprises qui ont été déficitaires pendant une longue durée tant qu'elles n'ont pas résorbé leurs déficits fiscaux antérieurs, cette situation étant examinée au niveau du groupe d'intégration fiscale.

L'impôt payé sur les plus-values éliminées d'apports d'immobilisations corporelles a également été éliminé et porté en impôt différé actif.

Il n'est pas constaté d'impôt différé actif sur les plus-values de cession sur titres qui ont été éliminées en consolidation (éléments non amortissables).

1.3.6. – Conversion des comptes et états financiers en devises

La conversion des comptes et états financiers des filiales situées à l'étranger a été effectuée sur la base des principes suivants :

- éléments du bilan, hormis les capitaux propres : conversion aux cours de change indicatifs publiés par la Banque Centrale Européenne à la date de clôture de l'exercice ;
- éléments des capitaux propres : conversion au cours de change historique, c'est-à-dire au cours de change à leur date d'inscription ;
- postes du compte de résultat : conversion sur la base du cours de change moyen de l'exercice.

Les différences de conversion qui résultent de l'évolution des cours de change des devises sont inscrites en réserves de conversion dans les capitaux propres consolidés.

2. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes consolidés sont traités suivant la présentation actuelle des états publiables des établissements de crédit.

2.1. – Conversion des opérations en devises

Celles-ci sont converties aux cours de change indicatifs publiés par la Banque Centrale Européenne à la date de clôture de l'exercice. Les titres de l'activité de portefeuille, de participation et de filiales, ainsi que les titres de placement en devises et financés en euro sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût historique en devises converti au cours de la devise à la date d'acquisition ou de souscription. Les écarts de conversion constatés sur ces titres ne sont pas pris en compte dans le résultat.

2.2. – Crédits à la clientèle

Le Groupe applique les dispositions du règlement du Comité de la réglementation comptable n° 2002-03 du 12 décembre 2002, modifié par le règlement n° 2005-03 du Comité de la réglementation comptable du 3 novembre 2005, et de l'avis du Conseil national de la comptabilité n° 2002-04 du 28 mars 2002 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière. L'application de ce règlement a pour conséquence de développer l'information financière en matière de risque de contrepartie et conduit à créer de nouvelles catégories de créances en comptabilité.

- Créances saines : les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale.
- Créances impayées : les échéances impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois (ou moins de six mois pour les crédits immobiliers) sont maintenues dans leur poste d'origine. Au-delà de ces délais, les crédits - pour l'intégralité des concours consentis au client - sont transférés en créances douteuses.
- Créances restructurées : les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés au sein de l'encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sain, ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés.

Le Groupe définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problèmes d'insolvabilité ;
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat (exemple : pause et report d'échéance).

Créances douteuses : les éléments de bilan et les engagements par signatures relatifs à une contrepartie sont identifiés comme encours douteux au sein du système d'information comptable du Groupe dès lors qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré.

Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que le Groupe ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions. Les éléments concernés sont identifiés soit par enregistrement comptable au sein des comptes créés à cet effet, soit au moyen d'attributs.

Le Groupe classe en encours douteux les encours et engagements présentant un risque de crédit avéré au titre de chacune des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement et sur les preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- lorsque la situation de la contrepartie, à une opération de crédit ou à un engagement de hors-bilan, présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsqu'une société a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédure d'alerte, par exemple) ;

- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie. Au titre des procédures contentieuses à prendre en considération, on peut citer les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens, ainsi que les assignations devant un tribunal international.

Parmi les encours douteux, le Groupe distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

- les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises ;
- les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiée à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis. Les créances litigieuses sont les créances faisant l'objet de contestations tenant soit à la nature, soit au montant, sans que la solvabilité de la contrepartie ne soit en cause. Elles sont comptabilisées dans les mêmes comptes que les créances douteuses non compromises.

Provisionnement du risque de crédit avéré : lorsqu'un risque probable de non-recouvrement, total ou partiel, apparaît avéré, les créances font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat et portées en déduction des actifs.

Conformément aux dispositions concernant la date d'application du règlement du Comité de la réglementation comptable n° 2002-03 modifié, et relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière, le Groupe applique la méthode d'actualisation des flux provisionnels décrite à l'article 13 de ce règlement du Comité de la réglementation comptable lors de l'évaluation de la dépréciation.

2.3. – *Portefeuille titres*

Les titres recouvrent, notamment, les valeurs suivantes, émises en France ou à l'étranger :

- valeurs mobilières - à revenu fixe ou à revenu variable - ;
- bons du Trésor ;
- autres titres de créances négociables ;
- instruments du marché interbancaire.

Ces titres font l'objet d'un classement selon l'intention qui préside à leur détention et sont, conformément au règlement n° 90-01 du Comité de la réglementation bancaire modifié par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable n° 2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, au règlement n° 2008-07 du 3 avril 2008 afférent à la comptabilisation des frais d'acquisition de titres et au règlement n° 2008-17 du 10 décembre afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « titres de transaction » et hors de la catégorie « titres de placement » et à la comptabilisation des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution gratuite d'actions aux employés, ainsi qu'au règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-03 en matière de détermination du risque de crédit et de la dépréciation concernant les titres à revenu fixe, répartis entre les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement et titres de participation et de filiales.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges. Ils sont acquis avec une intention de revente dans un délai maximum de six mois.

Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont rattachés au prix d'acquisition des titres de placement. Ils sont acquis avec un objectif de détention de plus de six mois, tout en étant, en principe, destinés à la revente à plus ou moins brève échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont rattachés au prix d'acquisition des titres d'investissement. Ils sont acquis avec une intention de détention durable et font l'objet d'une couverture spécifique du risque de taux ou de ressources affectées à leur financement. La différence entre leur prix d'acquisition et leur valeur de remboursement est amortie sur leur durée de vie résiduelle.

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP), les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Ces titres sont acquis en vue d'une détention durable. Sont retenues dans cette catégorie les participations supérieures à 5 % ou, éventuellement, inférieures à 5 %, lorsqu'elles sont assorties d'éléments tels que la présence de représentants dans les organes de gestion ou l'existence d'une autre détention indirecte par le Groupe.

Les titres figurent à l'actif du bilan publiable dans les postes suivants :

- effets publics et valeurs assimilées ;
- obligations et autres titres à revenu fixe ;
- actions et autres titres à revenu variable ;
- participations et autres titres détenus à long terme ;
- parts dans les entreprises liées ;
- actions propres.

2.4. – *Actions propres*

Lorsque la société détient des actions propres, elles sont classées en diminution des capitaux propres consolidés. Il n'y a plus d'actions propres au 31 décembre 2016.

Les actions propres d'Edmond de Rothschild (France) ou de ses filiales détenues à la clôture de l'exercice dans la perspective de plans d'attribution d'actions gratuites sont maintenues à l'actif du bilan comme détenues pour le compte de tiers (actifs divers). Les charges complémentaires liées aux plans d'attribution déjà mis en place font l'objet de provisions pour risques et charges (voir 2.17.).

2.5. – *Immobilisations*

Les immobilisations incorporelles correspondent pour l'essentiel, soit à des fonds de commerce sur lesquels il n'est pas pratiqué d'amortissement, soit aux logiciels acquis dont la durée d'amortissement varie de 1 à 3 ans.

Les amortissements concernant les immobilisations corporelles sont pratiqués sur la durée d'utilité estimée de chaque bien et s'établissent de la façon suivante :

- immeubles, gros œuvre : linéaires sur 40 à 60 ans ;
- immeubles, autres éléments : linéaires sur 5 à 40 ans ;
- autres immobilisations corporelles : linéaires sur 3 à 10 ans.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, le prix de revient des constructions des immeubles de placement est comptabilisé par composants. Lorsque ce prix de revient est global, il est décomposé, en tenant compte du type d'immeuble (bureaux de standing – bureaux standards – activités – logements), en quatre composants principaux (gros œuvre – façade – étanchéité – installations générales techniques – agencements et installations).

Les travaux ultérieurs sont immobilisés lorsqu'ils se traduisent soit par la création d'un élément nouveau qui vient s'ajouter au coût de la construction d'origine, soit par le renouvellement d'un élément existant qui vient se substituer à l'élément initial.

Pour la mise en place de la méthode par composants, le Groupe a procédé à une analyse de ses immeubles de placement selon les principes évoqués ci-dessus. Le Groupe a suivi la méthode de réallocation des valeurs comptables. Les valeurs nettes comptables existant au 1er janvier 2005 ont été réallouées pour reconstituer les quatre composants de l'actif. Cette ventilation a été appliquée aux valeurs brutes et aux amortissements constatés afin de constituer les nouvelles bases amortissables. Les immobilisations totalement amorties n'ont pas été reconstituées.

En revanche, les composants sont comptabilisés ultérieurement à l'actif lors de leur renouvellement, ce qui implique une sortie d'actif dont la valeur nette comptable doit être en principe égale à zéro. Cette méthode, rétrospective au niveau de la reconstitution des composants, est prospective quant au calcul des amortissements.

Le règlement CRC n°2004-06 du 23 novembre 2004 et applicable au 1er janvier 2005 a supprimé la possibilité de constater à l'actif des charges différées ou à étaler dans le cadre de la convergence des règles françaises vers les normes IFRS. Désormais, les charges différées sont comptabilisées soit à l'actif si elles respectent les critères généraux de définition et de comptabilisation des actifs ou qu'elles sont attribuables au coût d'entrée des actifs, soit en charges dans le cas contraire.

Le Groupe applique les dispositions du règlement du Comité de la réglementation comptable n° 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, modifié par les règlements du Comité de la réglementation comptable n° 2003-07 du 12 décembre 2003 et du règlement du Comité de la réglementation comptable n° 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les immobilisations corporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires directs). Les logiciels informatiques demeurent en immobilisations incorporelles en cours jusqu'à la date de leur mise en service.

Lorsqu'un bien immobilier a fait l'objet d'une acquisition par voie d'achat d'un contrat crédit-bail, l'acquisition a été retraitée comme l'acquisition d'un bien au moyen d'un emprunt. À la fin du crédit-bail, la valeur brute du bien reste portée à l'actif du bilan. Elle continue d'être amortie dans les conditions normales dans les comptes consolidés.

2.6. – Intérêts et commissions

Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Les commissions sont également comptabilisées, pour l'essentiel, prorata temporis.

2.7. – Évaluation du portefeuille titres

Les titres de transaction font l'objet d'une valorisation au prix de marché constaté en date d'arrêté, les différences d'évaluation positives ou négatives étant inscrites au compte de résultat.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur valeur d'entrée et de leur valeur boursière (cours de bourse moyen du mois de décembre), ou de leur valeur probable de négociation en cas de titres non cotés. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées. Seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les titres d'investissement, couverts en risque de taux, ne font pas l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur de marché s'avère inférieure à leur valeur comptable. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille sont évalués sur une base tenant compte des perspectives d'évolution générale de l'entreprise, de leur valeur probable de négociation, sans privilégier obligatoirement l'aspect instantané du cours de bourse ou de transactions récentes dans la mesure où il n'y a pas urgence pour céder des titres financés par des fonds propres de l'entreprise.

Les titres de participation sont évalués par référence à leur valeur d'usage. Lorsqu'il s'agit de titres cotés, le cours boursier n'en constitue pas le seul critère d'appréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation du portefeuille titres.

Lorsque la situation nette d'une filiale mise en équivalence s'avère négative, la prise en charge des pertes se traduit, le cas échéant, au passif du bilan par l'inscription d'une provision pour risques.

2.8. – Revenus du portefeuille titres

L'enregistrement des dividendes perçus par le Groupe est effectué dans les comptes consolidés pour leur revenu net, crédit d'impôt non compris.

2.9. – Résultats sur instruments financiers

Les principes comptables adoptés sont ceux définis par les règlements du Comité de la réglementation bancaire et financière, les instructions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et les avis de l'Autorité des normes comptables.

Ces principes reposent essentiellement sur la nature des opérations effectuées, leur qualification et le type de marché sur lequel elles sont traitées :

- Opérations d'échange de conditions d'intérêts (« swaps » de taux) :
les résultats de ces instruments, utilisés dans le cadre de la couverture d'opérations identifiées dès l'origine, font l'objet d'une inscription en compte de résultat d'une manière identique à la comptabilisation des produits et charges des éléments couverts.

- Opérations sur contrats à terme portant sur des taux d'intérêt (notionnel, « Euribor », etc.) :
les gains ou pertes en couverture d'opérations sur le marché physique des capitaux sont répartis sur la durée restant à courir des opérations couvertes. Lorsque les contrats ne sont pas dénoués, deux méthodes de comptabilisation sont retenues :

- marchés organisés et assimilés : les gains ou pertes, résultant de l'évaluation des contrats sont enregistrés en résultat ;
- gré à gré : seules les moins-values latentes sont provisionnées ;

- Contrats de garantie de taux (« FRA ») :
les produits et charges de FRA en couverture sont portés en compte de résultat de façon symétrique aux produits et charges de l'instrument couvert. Dans le cas d'opérations de marché, les gains et pertes sont constatés dans le compte de résultat lors du dénouement de l'opération.

- Options (de change, de taux, sur indices, sur actions) :
les primes sont enregistrées en compte d'attente à l'initiation des contrats. À leur dénouement, s'il s'agit d'opérations de couverture, elles sont rapportées de façon symétrique aux résultats des opérations couvertes. S'il s'agit d'opérations de marché, elles sont inscrites en compte de résultat. Pour les contrats non dénoués dans le cadre d'opérations de marché, les options sont revalorisées en date de situation. L'écart de valorisation est porté en compte de résultat dans le cas de produits traités sur un marché organisé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values latentes sont provisionnées.

2.10. – Opérations de promotion immobilière

Le Groupe applique les règles spécifiques du plan comptable de la promotion immobilière pour les ventes en l'état futur d'achèvement. Le résultat de ces opérations est dégagé lors de la délivrance à l'acquéreur.

Jusqu'à cette date, le montant des ventes figure au passif du bilan en produits comptabilisés d'avance.

2.11. – Engagements liés aux régimes de retraite

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Désormais, les banques adhèrent aux régimes Agirc et Arrco.

La caisse de retraite (CRPB) à laquelle adhère le Groupe subsiste et assume le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape, d'abord au moyen de ses réserves et complétées, en tant que de besoin, par des cotisations annuelles à la charge d'Edmond de Rothschild (France), dont le taux moyen sur les dix prochaines années est plafonné à 4 % de la masse salariale.

Aucune provision n'a été constituée au titre des engagements financiers liés à ce régime de retraite sur la base des informations disponibles. En effet, le montant des actifs en représentation de ces engagements est supérieur à l'engagement de la CRPB.

Le Groupe ne suit pas la recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 publiée par l'ANC et n'a pas choisi d'appliquer la méthode préférentielle visant à provisionner les avantages postérieurs à l'emploi portant sur des régimes à prestations définies (engagement de retraite, plan de retraite supplémentaire et indemnité de fin de carrière).

2.12. – Autres engagements liés au départ à la retraite

Les indemnités de fin de carrière sont normalement comptabilisées en charges lors de leur versement.

Aucune provision n'a été constituée, à l'exception des sociétés suivantes : Edmond de Rothschild Corporate Finance, Edmond de Rothschild Asset Management (France) et Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France). Lorsqu'une filiale (actuellement Cogifrance) confie la gestion de ses indemnités à une compagnie extérieure, le versement des sommes concernées est porté en charges de l'exercice.

2.13. – Primes versées pour gratifications d'ancienneté

Les primes versées à l'occasion de la remise de la médaille du travail font l'objet d'une provision dans les sociétés concernées.

2.14. – Régime de retraite sur-complémentaire

Le régime de retraite « sur-complémentaire » mis en place en décembre 2004 chez Edmond de Rothschild (France) a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories.

Ce dispositif entre dans le champ d'application des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

La dette actuarielle au taux de 1,54 % au 31 décembre 2016 est de 28.682 milliers d'euros (contre 28 065 milliers d'euros au 31 décembre 2015) et les actifs du régime sont valorisés à 23 441 milliers d'euros au 31 décembre 2016. Le calcul de la couverture financière fait ressortir qu'un montant de 5 241 milliers d'euros aurait été provisionné en 2016, en application de la méthode préférentielle (non retenue par le Groupe).

2.15. – Participation des salariés

Les provisions ont été constituées sur la base du régime légal ou d'accords dérogatoires selon le cas, et notamment de l'accord conclu au sein de l'unité économique et sociale d'Edmond de Rothschild (France).

2.16. – Options d'achat ou de souscription d'actions et attributions d'actions gratuites

Le Groupe a mis en place des programmes d'options (souscription et achat d'actions) et d'attribution d'actions gratuites (AGA), qui sont assortis d'un engagement de rachat de ces actions (contrats de liquidité). Dans ce cadre, les actions des entreprises contrôlées souscrites que le Groupe s'est engagé à racheter doivent être considérées comme restant détenues par le Groupe sans modification du pourcentage d'intérêt et valorisées à leur valeur comptable avant cession au moment du rachat. Toute différence avec cette valeur est comptabilisée en charge. Elle est provisionnée dès lors que cette charge devient probable, en fonction de l'évolution, à la clôture de l'exercice, des critères servant de base au calcul du prix de rachat. L'écart d'acquisition correspondant est annulé par les charges de l'exercice au cours duquel la transaction a eu lieu si aucune provision à ce titre n'a été précédemment constituée.

La provision est réévaluée à chaque clôture en fonction de l'évolution attendue du prix de rachat des titres.

Pour les attributions d'actions gratuites couvertes par des actions propres maintenues à l'actif du bilan (voir n°2.4.), la provision inclut la valeur nette comptable des actions propres affectées à ces plans.

Lors de l'exercice des options de souscription et d'achat d'actions, la contrepartie du prix reçu constitue un passif du Groupe (à hauteur de son pourcentage de détention) jusqu'au rachat effectif des actions.

Lorsque le rachat des titres s'accompagne d'une augmentation nette du pourcentage d'intérêt par rapport au pourcentage de détention du Groupe avant l'attribution, le principe de constatation d'une charge ne s'applique qu'à la partie des titres rachetés qui permettent de revenir au pourcentage d'intérêt initial. L'acquisition d'un pourcentage complémentaire de titres donne lieu à constatation d'un écart d'acquisition à la date de rachat effectif des titres.

La charge des contrats de liquidité incombe pour l'essentiel à Edmond de Rothschild SA qui a repris depuis 2006 les engagements pris par Edmond de Rothschild (France) et ses filiales.

Il n'est pas constitué de provision au titre des contrats de liquidité consentis aux autres actionnaires minoritaires dès lors que ces contrats ne s'inscrivent pas dans le cadre de programmes d'options d'achat, de souscription, ou d'attribution gratuites d'actions.

En ce qui concerne les actions propres de la société mère, les conséquences des levées d'option et des rachats sont portées en augmentation et diminution des capitaux propres sans impact sur le compte de résultat.

2.17. – Régime fiscal de groupe

Au sein du Groupe, plusieurs sous-groupes ont opté avec leurs filiales pour le régime fiscal de groupe. Les conventions signées à ce titre reposent sur le principe de la prise en compte immédiate dans le résultat de la société mère de l'impact du régime de groupe (différence, positive ou négative, entre l'impôt groupe et l'impôt de chaque filiale calculé en l'absence de régime de groupe).

2.18. – Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

Le calcul des montants des équivalents risques et des compensations est effectué selon les principes énoncés par le Comité de la réglementation bancaire et Financière dans les règlements n° 91-05 et 95-02 et par la Commission Bancaire dans l'instruction n° 96-06.

La valeur de remplacement positive des équivalents risques correspond à l'évaluation au prix de marché des contrats, avant prise en compte des effets de la compensation et des garanties reçues.

La majoration brute est le résultat du montant notionnel de l'opération auquel est appliqué un coefficient de pondération. La majoration nette, quant à elle, est calculée selon la formule définie dans l'instruction n° 96-06 : majoration nette = 0,4 x majoration brute + 0,6 x RNB x majoration brute dans laquelle le RNB représente le rapport du coût de remplacement net sur le coût de remplacement brut pour les transactions soumises à un accord de compensation juridiquement valable.

Les taux de pondération retenus pour les types de contrepartie correspondent à ceux définis dans le règlement n° 91-05 : 20 % pour les banques et 50 % pour les clients.

2.19. – Résultat dilué par action

Le résultat net dilué par action, part du Groupe, qui figure au pied du compte de résultat a été calculé selon les principes suivants :

- l'ensemble des instruments dilutifs émis par la société mère et par les filiales a été pris en compte quel que soit leur terme, et indépendamment de la probabilité de conversion en actions ;

- la méthode du rachat d'actions selon laquelle les fonds recueillis sont supposés être affectés au rachat des actions au prix du marché à la date d'arrêté des comptes a été appliquée ;
- au niveau de la société mère, le nombre d'actions émises au-delà de celles pouvant être rachetées à l'aide des fonds recueillis vient augmenter le nombre d'actions pris en compte au dénominateur ;
- au niveau des filiales, lorsqu'il existe un contrat de liquidité, la charge représentative de la différence entre le prix d'émission ou d'achat et le prix de rachat par le Groupe fait l'objet d'une provision, de sorte que l'effet de la dilution éventuelle est déjà pris en compte dans le résultat consolidé de l'exercice et n'a pas d'impact sur le calcul du résultat dilué.

2.20. – Hors-bilan

Les opérations sur les instruments de taux d'intérêt sont classées en portefeuille de micro-couverture. Les opérations conditionnelles sur instruments de cours de change peuvent être effectuées dans le cadre de la gestion spécialisée d'un portefeuille ou font l'objet d'un adossement.

2.21. – Transactions avec les entreprises liées

En application du règlement CRB n° 91-01 modifié, Edmond de Rothschild (France) présente les transactions avec les parties liées à la note 4.11. de l'annexe.

3. – Informations complémentaires sur le bilan

3.1. – Opérations interbancaires et assimilées – Actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2016				31/12/2015
	Brut	Douteux	Dépréciations	Net	Net
Caisses, banques centrales, CCP	1 176 125	-	-	1 176 125	914 319
Effets publics et valeurs assimilées	79 820	-	-	79 820	79 853
Créances sur les établissements de crédit					
A vue	252 404	10	-10	252 404	101 328
A terme	12 450	-	-	12 450	271 559
Sous-total	264 854	10	-10	264 854	372 887
Créances rattachées	1	-	-	1	32
Sous-total	264 855	10	-10	264 855	372 919
Total	1 520 800	10	-10	1 520 800	1 367 091

Échéances des créances sur les établissements de crédit et créances rattachées	
A vue	259 847
A moins de trois mois	5 007
De trois mois à moins d'un an	1
De un à cinq ans	-
A plus de 5 ans	-
Total	264 855

Ces créances sont essentiellement constatées sur la France et l'Europe.

3.2. – Créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2016				31/12/2015
	Brut	Douteux	Dépréciations (1)	Net	Net (1)
Créances commerciales	-	-	-	-	-
Autres concours à la clientèle					
Crédits	191 524	848	-848	191 524	153 550
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Valeurs non imputées	6	-	-	6	-
Titres reçus en pension livrés	-1	-	-	-1	2
Prêts participatifs	-	-	-	-	-
Sous-total	191 529	848	-848	191 529	153 552
Comptes ordinaires débiteurs	440 213	372	-372	440 213	410 166
Total	631 742	1 220	-1 220	631 742	563 718

(1) Y compris des créances rattachées, pour respectivement 405 milliers d'euros en 2016 et 458 milliers d'euros en 2015.

Échéances des créances sur la clientèle	
A vue	440 205
A moins de trois mois	52 528
De trois mois à moins d'un an	91 315
De un à cinq ans	33 708

A plus de 5 ans	-
Indéterminée	-
Total	631 742

Ces créances sont essentiellement constatées sur la France et l'Europe.

3.3. – Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable

(En milliers d'euros.)	31/12/2016				v
	Brut	Créances rattachées	Dépréciations	Net	Net
Obligations, titres à revenu fixe					
Transaction	-	-	-	-	-
Placement	20 550	2	-	20 552	505
Investissement	-	-	-	-	-
Sous-total	20 550	2	-	20 552	505
Actions et autres titres à revenu variable					
Transaction	28	-	-	28	28
Placement	122 391	-	-18 537	103 854	103 092
Sous-total	122 419	-	-18 537	103 882	103 120
Titres de l'activité de portefeuille	200	-	-	200	243
Total	142 969	2	-18 537	124 634	103 868

Échéances des obligations et autres titres à revenu fixe	
A vue	-
A moins de trois mois	63
De trois mois à moins d'un an	20 274
De un à cinq ans	169
A plus de 5 ans	46
Total	20 552

3.4. – Participations

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Etablissements de crédit	25	-	25	25
Autres entreprises	42 898	-1 602	41 296	47 128
Créances rattachées	794	-	794	583
Provision pour dépôts sur créances rattachées sur titres	-	-290	-290	-68
Sous-total	43 717	-1 892	41 825	47 668
Part dans les sociétés mises en équivalence (détail note 3.5)				
Entreprises non financières	211	-	211	191
Entreprises financières	58 672	-	58 672	57 477
Sous-total	58 883	-	58 883	57 668
Total	102 600	-1 892	100 708	105 336

3.5. – Titres mis en équivalence

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	Quote-part dans le résultat de l'exercice	± Autres mouvements (1)	31/12/2016
Entreprises non financières				
Immopéra	-	-26	26	-
China Investment Partners (Shangai)	191	17	-104	104
China Investment Partners (Hong-Kong)	-	10	97	107
Entreprises financières				
Zhonghai Fund Management Company	19 805	2 791	-2 233	20 363
Edmond de Rothschild (Monaco)	30 141	6 626	-1 708	35 059

Edmond de Rothschild (UK) Ltd	4 131	-431	-3 700	-
Edmond de Rothschild Investment Partners	3 400	1 257	-1 407	3 250
Total	57 668	10 244	-9 029	58 883
(1) Dont				
Distribution de dividendes			-4 627	
Change			978	

3.6. – Actions propres

Le groupe ne détient plus d'actions propres au 31 décembre 2016.

3.7. – Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	Acquisitions/ dotations	Cessions/ reprises	Autres variations (1)	31/12/2016
Valeurs brutes					
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Fonds commercial	120	-	-	-	120
Logiciels	115 688	14 136	-	9	129 833
Autres immobilisations incorporelles - licences	348	-188	-	-	160
Autres immobilisations incorporelles	943	8	-	-872	79
Immobilisations corporelles en cours	489	778	-	-64	1 203
Terrains et constructions d'exploitation	30 128	1 384	-	1 228	32 740
Matériel informatique	24 234	1 613	-139	-646	25 062
Autres immobilisations corporelles	45 122	693	-518	-1 082	44 215
Terrains et constructions hors exploitation	185 304	1 027	-360	64	186 035
Promotion immobilière et assimilée	24 512	32 636	-8 822	-	48 326
Total	426 888	52 087	-9 839	-1 363	467 773
Amortissements et dépréciations					
Logiciels	96 265	13 844	-	9	110 118
Autres immobilisations incorporelles	428	7	-	-363	72
Autres immobilisations incorporelles - licences	116	85	-	-	201
Fonds commercial	-1	-	-	-	-1
Constructions d'exploitation	5 328	915	-	73	6 316
Matériel informatique	22 185	1 376	-127	-598	22 836
Autres immobilisations corporelles	37 785	2 054	-427	-606	38 806
Terrains et constructions hors exploitation	48 602	3 958	-283	-1	52 276
Promotion immobilière et assimilée	319	-	-	-	319
Total	211 026	22 239	-837	-1 486	230 942
Valeur nette comptable	215 862	29 848	-9 002	123	236 831

(1) Autres variations : dont +1 150 de change.

3.8. – Écarts d'acquisition

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	Acquisitions (1)	Dotations / Reprises	Cessions (2)	± Autres mouvements	31/12/2016
Actif						
Brut	161 014	63 274	-	-43 642	-	180 646
Amortissement	-64 842	-	-8 605	14 184	-	-59 263
Montant net	96 172	63 274	-8 605	-29 458	-	121 383
Passif						
Brut	3 620	-	-	-	-	3 620
Amortissement	-1 660	-	-176	-	-	-1 836
Montant net	1 960	-	-176	-	-	1 784

(1) Acquisitions : dont 37 477 sur Cleaveland, 20 352 sur EdR (France) et 5 283 sur Edmond de Rothschild SGR SpA.

(2) Cessions : dont 42 846 sur Edmond de Rothschild (Israël) Ltd.

3.9. – Comptes de régulation et autres actifs/passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Actions propres des filiales	-	-	-	-
Primes sur options	-	-	-	-
Actifs et passifs divers	95 472	146 671	129 618	210 399
Sous-total actifs et passifs divers	95 472	146 671	129 618	210 399
Comptes de régularisation	133 126	111 506	137 554	140 081
Total	228 598	258 177	267 172	350 480

3.10. – Opérations interbancaires et assimilées – Passif

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Dettes sur les établissements de crédit				
Dettes	41 429	625 975	17 631	278 808
Dettes rattachées	72	960	34	194
Sous-total	41 501	626 935	17 665	279 002
Total		668 436		296 667

3.11. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				
Comptes d'épargne à régime spécial	-	54 707	-	57 774
Dettes rattachées	-	-	-	-
Sous-total	-	54 707	-	57 774
Autres dettes				
Comptes ordinaires de la clientèle	901 950	-	852 166	-
Comptes créditeurs à terme	-	23 139	-	108 485
Titres donnés en pension livrée	-	6 829	-	46 530
Autres dettes diverses	-	109 300	-	3 396
Autres sommes dues CL	-	-	-	-
Dettes rattachées	33	24	39	64
Sous-total	901 982	139 292	852 204	158 475
Total		1 095 981		1 068 453

3.12. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire et créances négociables	396 900	406 214
Emprunts obligataires	-	-
Sous-total	396 900	406 214
Dettes rattachées	5 857	3 970
Total	402 757	410 184

3.13. – Provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	± Autres mouvements	31/12/2016
Pour engagements de retraite	1 906	497	-	-179	-	2 224
Pour rachat de stock-options et attribution gratuite d'actions (1)	6 750	2 352	-4 157	-7	844	5 782
Sur sociétés mises en équivalence (2)	2 075	-	-	-	26	2 101
Autres (3)	14 871	8 012	-5 438	-3 483	14	13 976
Total	25 602	10 861	-9 595	-3 669	884	24 083

(1) Au titre des plans d'attribution d'actions gratuites mis en place dans les filiales et des contrats de liquidité liés aux plans d'actions gratuites, ou d'achats d'action.

(2) Situation nette déficitaire d'Immopéra (société mise en équivalence).

(3) Les autres provisions comprennent notamment les provisions relatives à la retraite « sur complémentaire », et à la directive AIFM chez la société Edmond de Rothschild Asset Management. Elles comprennent également les provisions relatives aux litiges avec le personnel ou avec des tiers. Une provision de 5,5 millions d'euros avait été constituée en 2014 afin de couvrir le risque que la société de gestion Edmond de Rothschild Asset Management (France) et/ou le détenteur de quota de Qualified Foreign Institutional Investors (Edmond de Rothschild (France)) doivent prendre à leur charge une partie de l'impôt sur les plus-values réalisées en Chine entre 2009 et 2014 et ne pouvant être supportée par les fonds concernés. Le Groupe ayant obtenu le bénéfice du traité de non double taxation entre la France et la Chine, la charge finalement supportée par Edmond de Rothschild Asset Management (France) n'excèdera pas environ 1,8 millions d'euros (dont 1,7 million ont été payés en janvier 2016) et en conséquence, des reprises de provision de 2,7 millions d'euros puis de 1 million d'euros ont été effectuées respectivement en 2015 et 2016 au fur et à mesure des évolutions du dossier. Le sujet est clos vis-à-vis des autorités fiscales chinoises, et il ne reste qu'un reliquat de provision d'environ 130 milliers d'euros destiné à couvrir les risques résiduels de ce dossier (incertitude sur le montant qui pourrait être réclamé sur certains instruments procurant une exposition indirecte aux actions chinoises, et qui ne pourrait être pris en charge par les fonds).

3.14. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Titres subordonnés à durée indéterminée (1)	21 000	21 000
Titres subordonnés à terme	-	-
Dettes rattachées	732	730
Total des dettes subordonnées	21 732	21 730

(1) En juin 2007, la Banque a émis un titre super subordonné (« TSS ») d'un montant de 50 millions d'euros. Suite à des contacts avec un des porteurs, une offre de rachat partiel sur un nominal de 29 millions d'euros a été faite par la Banque avec une décote de 7,5 %. Après avoir obtenu le 12 juillet 2013 l'autorisation de l'ACP, l'opération de rachat des 29 millions d'euros, suivie de destruction, a été effectuée en août 2013. En cas de liquidation de la société émettrice, ce titre subordonné à maturité indéterminée n'est remboursable qu'après le désintéressement des autres créanciers à l'exclusion des titulaires de prêts participatifs ou de titres participatifs.

Le TSS est assorti de covenants financiers :

- non-paiement des intérêts en cas d'insuffisance de capital liée au non-respect du ratio prudentiel d'adéquation des fonds propres ou à la détérioration de la situation financière de la Banque ;
- réduction des intérêts courus à payer et ensuite du nominal de l'émission si l'émetteur n'a pas, dans un délai déterminé, remédié à l'insuffisance de capital constatée.

Les principales caractéristiques financières de ce TSS sont les suivantes :

Date d'émission	Date de remboursement anticipé (call option)	Taux jusqu'à la date de remboursement anticipé	Taux à partir de la date de remboursement anticipé	Majoration d'intérêt (step up) à partir de la date d'option de remboursement
Juin 2007	Juin 2017 puis trimestriellement	6,36 % (*)	Euribor + 2,65 %	+ 100 points de base

(*) Taux fixé par référence au taux de swap 10 ans en euro relevé le 4 juin 2007 : 4,71 % +1,65 %

3.15. – Variation des capitaux propres consolidés

Intérêts du groupe	Capital appelé EdR SA	Primes d'émission EdR SA	Autres primes EdR SA	Réserves consolidées	Résultat Consolidé	Capitaux propres consolidés
Ouverture 2015	72 943	10 590	-	370 582	31 778	485 893
Affectation Résultat 2014	-	-	-	31 778	-31 778	-
Variation de capital	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	3 960	-	3 960
Autres variations (1)	-	-	-	-49 416	-	-49 416
Résultat 2015	-	-	-	-	46 671	46 671
Clôture 2015	72 943	10 590	-	356 904	46 671	487 108

(1) dont : Distributions d'EDR SA : -49 938.

Intérêts du groupe	Capital appelé EdR SA	Primes d'émission EdR SA	Autres primes EdR SA	Réserves consolidées	Résultat Consolidé	Capitaux propres consolidés
Ouverture 2016	72 943	10 590	-	356 904	46 671	487 108
Affectation Résultat 2015	-	-	-	46 671	-46 671	-
Variation de capital	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	177	-	177
Autres variations (1)	-	-	-	-38 529	-	-38 529
Résultat 2016	-	-	-	-	4 738	4 738

Clôture 2016	72 943	10 590	-	365 223	4 738	453 494
<i>(1) dont : Distributions d'EDR SA : -40 006.</i>						

Intérêts des minoritaires	Réserves consolidées	Résultat Consolidé	Capitaux propres consolidés
Ouverture 2015	48 711	9 284	57 995
Affectation Résultat 2014	9 284	-9 284	-
Variation de capital			-
Ecart de conversion	484		484
Autres variations (2)	-10 218		-10 218
Résultat 2014		8 774	8 774
Clôture 2015	48 261	8 774	57 035
<i>(2) dont : Distributions : -5 271</i>			

Intérêts des minoritaires	Réserves consolidées	Résultat Consolidé	Capitaux propres consolidés
Ouverture 2016	48 261	8 774	57 035
Affectation Résultat 2015	8 774	-8 774	-
Variation de capital			-
Ecart de conversion	-20		-20
Autres variations	-20 918		-20 918
Résultat 2016		2 155	2 155
Clôture 2016	36 097	2 155	38 252

4. – Informations complémentaires sur le compte de résultat

4.1. – Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Sur opérations avec établissements de crédit	13 928	12 393	12 342	14 804
Sur opérations avec la clientèle	231	7 717	478	7 482
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	9 622	2 999	9 474	3 081
Autres intérêts, produits et charges assimilés	3 247	279	3 122	277
Total	27 028	23 388	25 416	25 644

4.2. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dividendes sur titres de participation	5 678	3 278
Dividendes et produits assimilés titres de trésorerie	-5	22
Dividendes sur les parts dans les entreprises liées	5 163	1 109
Total	10 836	4 409

4.3. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations de trésorerie et interbancaires	134	-	122	-
Opérations avec la clientèle	-	62	-	24
Opérations sur titres	47	-	47	-
Opérations de change	-	20	-	19
Engagements sur titres	-	250	-	118
Sur instruments financiers à terme	1 566	2 548	3 691	6 411
Sur titres gérés ou en dépôt	-	197 293	-	228 964
Sur moyens de paiement	291	97	395	102
Prestations de services financiers	93 082	148 835	99 313	161 842
Provision pour risques et charges	-	-	-	1

Courtage d'assurance et autres commissions	-	-	-	-
Total	95 120	349 105	103 568	397 481

4.4. – Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015	Écart
Opérations de promotion immobilière	11 030	6 140	4 890
Refacturation de charges	834	2 183	-1 349
Revenus des immeubles	5 350	5 730	-380
Divers	13 502	11 731	1 771
Reprises de dépréciations ou de provisions	3 817	4 022	-205
Revenus des immeubles non liés à l'exploitation loyers	17 602	21 270	-3 668
Total	52 135	51 076	1 059

4.5. – Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015	Écart
Produits rétrocédés	9 535	8 082	1 453
Quotes-parts sur opérations en commun	1	-	1
Opérations de promotion immobilière et divers	8 828	3 933	4 895
Divers	3 163	1 812	1 351
Dotations aux dépréciations et aux provisions	390	940	-550
Total	21 917	14 767	7 150

4.6. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et traitements	96 360	101 586
Charges de retraites	9 116	9 573
Autres charges sociales	37 775	37 781
Participation et intéressement des salariés	1 738	4 297
Impôts et taxes et versements assimilés sur rémunérations	10 933	10 491
Dotations aux provisions pour frais de personnel	10 160	6 073
Reprises de provisions pour frais de personnel	-9 378	-10 542
Sous-total frais de personnel	156 704	159 259
Impôts et taxes	6 406	8 611
Redevance de crédit-bail et assimilés	2	3
Locations	16 730	15 346
Rémunérations d'intermédiaires	695	222
Services extérieurs	8 743	7 105
Transports et déplacements	1 936	2 335
Autres services extérieurs	70 993	84 325
Autres charges diverses d'exploitation	36	39
Dotations aux provisions pour frais administratifs	-	-
Reprises de provisions pour frais administratifs	-56	-55
Sous-total frais administratifs	105 485	117 931
Total	262 189	277 190

4.7. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Pertes et charges sur engagements sur titres	-	-
Dotations aux dépréciations pour créances douteuses	-305	-1 242
Provisions	-	-
Pertes nettes sur créances irrécupérables	-8 085	-1 497
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	8 022	1 530
Reprises de provisions	-	-

Récupération sur créances amorties	-	538
Total	-368	-671

4.8. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Plus ou moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	-178	10 156
Plus ou moins-values de cession ou de consolidation sur titres	4 060	19 508
Dotations aux dépréciations	-222	-343
Reprises de dépréciations	29	1 131
Total	3 689	30 452

4.9. – Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Provision sur litige	-	-
Indemnité sur litige	-	-
Total	-	-

4.10. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Impôt courant	-9 319	-20 547
Impôts différés	-2 527	-3 057
Dotations et reprises de provisions pour impôts	-300	-
Total	-12 146	-23 604

4.11. – Transactions avec les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Etablissements de crédit	82 998	355 552	9 019	112 320
Clientèle	-	290	-	306
Comptes de régularisation, actifs et passifs divers	44 442	18 724	25 813	16 552

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts	609	-	633	-
Dividendes	-	739	-	29
Commissions	24 121	96 868	14 727	32 160
Autres produits et charges d'exploitation	7 192	4 009	7 232	2 402

4.12. – Analyse par secteur d'activité

Les secteurs d'activité du Groupe EDR SA sont :

- Banque privée ;
- Gestion d'Actifs ;
- Autres activités et Gestion Propre.

	Banque	Assurance	Immobilier	Autres	Elimination des opérations réciproques inter-secteurs	Total 31/12/2016
Produit net bancaire	274 091	-	25 507	-460	-807	298 331
Charges générales d'exploitation	-250 994	-	-10 928	-1 074	807	-262 189
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-18 239	-	-4 000	-	-	-22 239
Résultat brut d'exploitation	4 858	-	10 579	-1 534	-	13 903
Coût du risque	-242	-	-54	-72	-	-368
Résultat d'exploitation	4 616	-	10 525	-1 606	-	13 535

Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	10 270	-	-	-26	-	10 244
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3 988	-	-77	-222	-	3 689
Résultat courant avant impôt	18 874	-	10 448	-1 854	-	27 468
Résultat exceptionnel	-	-	-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices	-6 399	-	-3 292	-2 453	-	-12 144
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-8 237	-	-192	-	-	-8 429
Dotation / Reprise des Fonds pour risques bancaires généraux	-	-	-	-	-	-
Intérêts minoritaires	-167	-	-1 986	-2	-	-2 155
Résultat net - part du groupe	4 071	-	4 978	-4 311	-	4 738

	Banque	Assurance	Immobilier	Autres	Elimination des opérations réciproques inter-secteurs	Total 31/12/ 2015
Produit net bancaire	315 809	-	27 740	2 272	-568	345 253
Charges générales d'exploitation	-264 897	-	-11 563	-1 298	568	-277 190
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-17 807	-	-4 366	-	-	-22 173
Résultat brut d'exploitation	33 105	-	11 811	974	-	45 890
Coût du risque	-1 256	-	-204	789	-	-671
Résultat d'exploitation	31 849	-	11 607	1 763	-	45 219
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	10 653	-	-	-187	-	10 466
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	933	-	10 337	19 182	-	30 452
Résultat courant avant impôt	43 435	-	21 944	20 758	-	86 137
Résultat exceptionnel	-	-	-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices	-13 752	-	-7 753	-2 097	-	-23 602
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-6 848	-	-240	-	-	-7 088
Dotation / Reprise des Fonds pour risques bancaires généraux	-	-	-	-	-	-
Intérêts minoritaires	-4 956	-	-3 819	1	-	-8 774
Résultat net - part du groupe	17 879	-	10 132	18 660	-	46 671

(1) Y compris gains & pertes sur actifs immobilisés.

4.13. – Honoraires des Commissaires aux Comptes

Montant des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2016 :

(En milliers d'euros.)	PwC	Kling	Autres	31/12/2016	31/12/2015
Honoraires relatifs au commissariat aux comptes, à la certification et à l'examen des comptes individuels et consolidés	-556	-340	-181	-1 077	-1 079
Edmond de Rothschild (France)	-145	-144	-30	-319	-396
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	-72	-72	-	-144	-108
Edmond de Rothschild SA	-49	-49	-	-98	-22
Autres	-290	-75	-151	-516	-553
Services autres que la certification des comptes (SACC)	-61	-27	-17	-105	-167
Edmond de Rothschild (France)	-61	-27	-	-88	-35
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	-	-	-17	-17	-115
Edmond de Rothschild SA	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-17
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Total	-617	-367	-198	-1 182	-1 246

5. – Notes sur le hors bilan

5.1. – Opérations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés				
Contrats fermes « swaps de devises »	2 050 302	2 035 610	2 120 370	2 125 259
Marchés de gré à gré				
Contrats fermes « swaps de taux »	510 487	54 166	848 306	141 425
Contrats conditionnels "options »				
« Cap », « Floors », « Collars »	-	-	-	-

Ventilation par durée résiduelle des engagements ci-dessus :

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés				
De 0 à 1 an	2 027 132	2 012 440	2 113 904	2 118 778
De 1 à 5 ans	23 170	23 170	6 466	6 481
Plus de 5 ans	-	-	-	-
Marchés de gré à gré				
De 0 à 1 an	342 599	15 237	733 215	45 400
De 1 à 5 ans	156 005	38 929	107 203	94 025
Plus de 5 ans	11 883	-	7 888	2 000

5.2. – Juste valeur des opérations sur instruments financiers à terme

La juste valeur des opérations sur instruments financiers à terme est déterminée par référence à leur valeur de marché calculée quotidiennement dans le cadre de mesure de risque de contrepartie.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Valeur positive	Valeur négative	Valeur positive	Valeur négative
Marchés organisés et assimilés				
Contrats fermes « Swaps de devises »	36 835	-22 479	16 860	-17 315
Marchés de gré à gré				
Contrats fermes « Swaps de taux »	6 402	-5 295	23 610	-24 103
Contrats conditionnels « Caps », « floors », « collars »	-	-	-	-

5.3. – Ventilation des équivalents risques pondérés par type de contrepartie sur produits dérivés

Ventilation des équivalents risque par type de contrepartie (méthodologie au point 2.19) :

Risques pondérés	31/12/2016		31/12/2015	
	Bruts	Nets	Bruts	Nets
Banques	8 914	4 901	10 892	4 052
Clients	14 534	14 517	5 938	4 876

Effet, en montant, des compensations sur la somme des équivalents risques pondérés :

Effet du (de la)	31/12/2016		31/12/2015	
	Netting	Collatérisation	Netting	Collatérisation
Banques	3 895	118	4 541	2 299
Clients	17	-	1 062	-

5.4. – Autres engagements hors bilan

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements de financement	215 413	190 183
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-

Ouverture de crédits confirmés	113 853	93 794
Garanties hypothécaires	24 772	28 394
Engagements résiduels de souscription	76 788	67 995
Engagements de garantie	163 662	199 341
Garanties de passif sur cession de titres	-	-
Cautions immobilières	-	-
Cautions administratives	56 652	68 081
Garanties financières	39 273	94 201
Engagements d'achat sur contrats de liquidité consentis aux actionnaires minoritaires dans le cadre de plans de de stock-options et d'attribution gratuite d'actions	700	1 332
Engagements d'achat sur contrats de liquidité consentis aux actionnaires minoritaires	64 007	32 647
Autres engagements de garantie	3 030	3 080
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus	-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit	-	-
Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit	53 143	43 092
Engagements sur titres	-	-

5.5. – Effectifs

	31/12/2016	31/12/2015
Effectif global moyen	867	915

6. – Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture au 31 décembre 2016.
Les comptes consolidés annuels seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale le 18 mai 2017.

7. – Sociétés retenues pour la consolidation

Unité (libellé)	31/12/2016			31/12/2015		
	Méthode (Clôture)	Taux contrôle (Clôture)	Taux intérêt (Clôture)	Méthode (Clôture)	Taux contrôle (Clôture)	Taux intérêt (Clôture)
Intégration globale						
EdR SA	IG	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %
Banques						
Edmond de Rothschild (France)	IG	94,35 %	94,35 %	IG	89,09 %	89,09 %
Sociétés de portefeuille						
Financière Eurafrique	IG	99,95 %	99,95 %	IG	99,95 %	99,95 %
Edmond de Rothschild Real Estate Management Cie SàRL *	IG	62,73 %	59,18 %	IG	62,73 %	55,88 %
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest SàRL *	IG	81,67 %	77,05 %	IG	81,67 %	72,76 %
Câblinvest SàRL *	IG	0,00 %	0,00 %	IG	100,00 %	89,09 %
CFSH Secondary Opportunities SA *	IG	98,00 %	92,46 %	IG	98,00 %	87,31 %
CFSH Luxembourg *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Edmond de Rothschild Euroopportunities RCI II SàRL*	IG	58,33 %	55,03 %	IG	58,33 %	51,97 %
Câblinvest II Sàrl *	IG	0,00 %	0,00 %	IG	100,00 %	86,98 %
Eres Participations III *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	86,98 %
Bridge Management Sàrl *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	88,62 %
Cleveland	IG	100,00 %	94,35 %			
Financière Boréale **	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Entreprises d'investissement						
Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Limited *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Sociétés de gestion						
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management SàRL *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %

Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II SàRL *	IG	68,68 %	64,80 %	IG	68,68 %	61,19 %
Edmond de Rothschild Asset Management (France) **	IG	100,00 %	94,35 %	IG	99,47 %	88,62 %
EdR Real Estate (Eastern Europe) Management SàRL *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	88,62 %
Edmond de Rothschild Asset Management Chile SA *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	88,62 %
Edmond de Rothschild (Italia) SGR SpA *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	75,50 %	67,26 %
Edmond de Rothschild Private Equity Partners **	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
LCFR UK PEP Limited *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Edmond de Rothschild Private Equity China SàRL *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Edmond de Rothschild Advisory Management (Beijing) Co., Limited *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	88,62 %
Sociétés de conseil						
Edmond de Rothschild (Israël) Ltd *	IG	0,00 %	0,00 %	IG	100,00 %	89,09 %
EDREP Transactions	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Edmond de Rothschild Asia Limited *	IG	0,00 %	0,00 %	IG	100,00 %	89,09 %
Edmond de Rothschild Corporate Finance	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Courtage d'assurance						
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Immobilier						
Cogifrance SA	IG	76,63 %	76,63 %	IG	76,63 %	76,63 %
SàRL Parifoncier ***	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SAS Lyon Saint-Honoré ***	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SàRL Immocléry	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SCI du Palais Rive Gauche	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogival	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC La Rochefoucault	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SCI La Résidence de Bourgogne ***	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SCI La Foncière du Maine	IG	87,47 %	67,03 %	IG	87,47 %	67,03 %
SCP La Foncière Moreau Lardennois	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SCP La Foncière Georges Pitard	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SCI de l'Abreuvoir	IG	85,00 %	65,14 %	IG	85,00 %	65,14 %
SCP La Foncière Super Italie	IG	85,00 %	65,14 %	IG	85,00 %	65,14 %
SCI La Foncière de l'Artois	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SCP La Foncière du Lys	IG	85,00 %	65,14 %	IG	85,00 %	65,14 %
SCP Immobilière du Trocadéro	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Soparim et Cie « Avenue d'Italie »	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogilor	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance et Cie (Les Jardins de la Plaine Monceau)	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance et Cie Saint-Denis Pleyel	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SàRL Soparim	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance et Cie Gestion	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SAS SI du 8 rue de Cambacérès ***	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance Montmartre	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance Neuilly	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance Renan	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance Surène	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SCI Hoche Cogifrance	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %

SNC Cogifrance Rives du Lac	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance Rousseau	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Les locations de l'Ile de France	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SEGI Immobilière ***	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
CAL Immobilière ***	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance Grenelle	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SCI Chaptal Cogifrance	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance Levallois	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogifrance Daumesnil ***	IG	100,00 %	76,63 %	IG	100,00 %	76,63 %
SNC Cogi-Seine	IG	100,00 %	76,63 %	NI	0,00 %	0,00 %
SNC Cogifrance Paris Est	IG	100,00 %	76,63 %	NI	0,00 %	0,00 %
SNC Cogi-Ouest	IG	100,00 %	76,63 %	NI	0,00 %	0,00 %
Divers						
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd *	IG	100,00 %	94,35 %	IG	100,00 %	89,09 %
Mise en équivalence						
Banques						
Edmond de Rothschild (Monaco) *	MEE	42,78 %	40,36 %	MEE	42,77 %	38,10 %
Entreprises d'investissement :						
Edmond de Rothschild Limited *	MEE	0,00 %	0,00 %	MEE	20,00 %	17,82 %
Sociétés de gestion						
Edmond de Rothschild Investment Partners	MEE	51,00 %	48,12 %	MEE	51,00 %	45,44 %
Zhonghai Fund Management Company *	MEE	25,00 %	23,59 %	MEE	25,00 %	22,27 %
Sociétés de conseil						
China Investment Partners (Shanghai) Limited *	MEE	100,00 %	48,12 %	MEE	100,00 %	45,44 %
China Investment Partners (Hong Kong) Limited *	MEE	100,00 %	48,12 %	MEE	100,00 %	45,44 %
Divers						
L'Immobilière Opéra - Immopéra	MEE	99,89 %	99,84 %	MEE	99,90 %	99,84 %
* Sociétés étrangères.						
** Sociétés intégrées dans le groupe fiscal Edmond de Rothschild (France) au 31 décembre 2016.						
*** Sociétés intégrées dans le groupe fiscal de Cogifrance au 31 décembre 2016.						

8. – Titres de participation non consolidés

Dénomination	Nombre de titres détenus	VNC (En milliers d'euros.)	Prix de revient (En euros.)
Participations - Etablissements de crédit			
Bpifrance	3 285	25	7,61
Total		25	
Participations - Autres entreprises			
Milestone SAS	3 662 515	5 703	1,56
EDR PRC BV SARL	9 000	-	-
Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication S.C.	1 662 162	22 247	11
Rothschild & Co	1 258 812	11 558	9,18
Rothschild & Co	403 350	10 689	26,50
Elivest	306 000	100	0,33
Bridge SCA, Sicav-SIF	30 000	30	1,00
Bridge SCA, Sicav-SIF	-	1	
Bridge Securitisation SCA	-	1	
Renomur Saint-Honoré SCPI	2 400	475	197,92
Edmond de Rothschild Euroopportunities SCA SICAR	30 251	1 426	47,14
Edmond de Rothschild Euroopportunities II SCA SICAR	251 250	6 819	27,14
Edmond de Rothschild Private Equity China Investment SCA	10 419	4 375	419,91
Edrrit Limited	-	-	-

Bolloré Investment SA	3 587	120	-
Novespace	50	1	20,00
Novespace	1 750	27	15,43
ACH Management SA	300	7	23,33
Edmond de Rothschild Private Equity China Investment SCA	59	-	-
Restaurant Pleyel Tour Ouest	-	-	-
SNC Cogifrance & Cie Gestion	300	13	43,33
Crédit logement développement	100	2	20,00
SNC SFHM & Cie	28	66	2 368,37
Autres	1 900	3	-
Total		41 296	

9. – Actifs grevés

A – Actifs

		Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
		010	040	060	090
010	Actifs de l'établissement déclarant	67 353		2 651 866	
030	Instruments de capitaux			208 699	
040	Titres de créances	50 892	50 892	29 466	
120	Autres actifs	16 461		2 413 701	

B. – Garanties reçues

		Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés
		010	040
130	Garanties reçues par l'institution concernée	250 113	
150	Instruments de capitaux		
160	Titres de créances	250 113	
230	Autres garanties reçues		
240	Titres de créances propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres adossés à des actifs		

C. – Actifs grevés/garanties reçues et passifs associés

		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garanties reçues et titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés
		010	030
010	Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés	46 530	

Les obligations d'Etat détenues par l'entité Financière Boréale représentent l'essentiel des actifs grevés du groupe Edmond de Rothschild (France) au travers d'opérations de pension.

Les opérations de pension répondent à deux activités :

- la gestion de fonds communs de placement dont la Banque est dépositaire et EDRAM est gestionnaire : les titres détenus par Financière Boréale sont livrés par EdR France aux fonds dans le cadre d'opérations de pensions ;
- le placement de trésorerie court terme auprès d'autres établissements bancaires pour récupérer des titres d'Etats éligibles aux critères d'actifs hautement liquides du ratio de liquidité court terme LCR.

La ligne 120 « Autres actifs », colonne 060 reprend à hauteur de 60 % les encours Banque de France et les prêts à la Clientèle. Les immobilisations incorporelles représentent 5 % de ce montant, les autres immobilisations 10 % et les crédits d'impôt 1 %.

10. – Informations relatives aux implantations et activités au 31 décembre 2016

L'article L.511-45 du Code monétaire et financier modifié par l'ordonnance n°2014-158 du 20 février 2014 impose aux établissements de crédit de publier des informations relatives à leurs implantations et leurs activités, incluses dans leur périmètre de consolidation, dans chaque État ou territoire.

Autres informations

Pays	Chiffre d'affaires	Produit net bancaire	Effectif*	Résultat avant impôt	Impôts sur les bénéfices	Dont Impôts courants	Dont Impôts différés
Chili	325	164	-	-64	-43	-	-43
Chine	84	74	3	1 049	-28	-28	-
France	909 455	284 116	387	14 640	-11 739	-8 964	-2 475
Grande Bretagne	-	-	-	-451	-	-	-
Hong Kong	419	46	10	-8 569	-96	-88	-8
Israël	1 360	1 354	1	-219	-	-	-
Italie	8 604	7 826	21	2 061	-157	-157	-
Luxembourg	39 945	4 750	-	3 964	-83	-82	-1
Monaco	-	-	-	6 626	-	-	-
Total	960 192	298 330	422	19 039	-12 146	-9 319	-2 526
<i>*Effectif moyen déterminé sur la base annuelle 2016.</i>							

Implantations par pays

Implantations	Activités
Chili	
Edmond de Rothschild Asset Management (Chile) SA	Gestion d'actifs (assets management)
Chine	
Zhonghai Fund Management Company	Gestion d'actifs (assets management)
China Investment Partners (Shanghai) Ltd.	Activité de conseils / ingénierie financière
Edmond de Rothschild Advisory Management (Beijing) Co. ; Ltd.	Gestion d'actifs (assets management)
France	
Edmond de Rothschild SA	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
Financière Eurafrique ; Paris	Activités de financement (opérations de crédits)
L'Immobilière Opéra - Immopéra	Autres
Edmond de Rothschild (France)	Banque
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	Gestion d'actifs (assets management)
Edmond de Rothschild Investment Partners	Gestion d'actifs (assets management)
Valse Invest	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
Eminvest	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
Financière Boréale	Gestion d'actifs (assets management)
Edmond de Rothschild Corporate Finance	Activité de conseils / ingénierie financière
Edmond de Rothschild Private Equity (France)	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
EDREP Transactions	Activité de conseils / ingénierie financière
Edmond de Rothschild Corporate Finance ; Paris	Activité de conseils / ingénierie financière
Cogifrance	Gestion de patrimoine immobilier
SARL Parifoncier	Gestion de patrimoine immobilier
SAS Lyon Saint-Honoré	Gestion de patrimoine immobilier
SARL Immocléry	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SCI du Palais Rive Gauche	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SNC Cogival	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SNC La Rochefoucault	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SCI La Résidence de Bourgogne	Gestion de patrimoine immobilier
SCI La Foncière du Maine	Gestion de patrimoine immobilier
SCP La Foncière Moreau Lardennois	Gestion de patrimoine immobilier
SCP La Foncière Georges Pitard	Gestion de patrimoine immobilier
SCI de l'Abreuvoir	Gestion de patrimoine immobilier
SCP La Foncière Super Italie	Gestion de patrimoine immobilier
SCI La Foncière de l'Artois	Gestion de patrimoine immobilier
SCP La Foncière du Lys	Gestion de patrimoine immobilier
SCP Immobilière du Trocadéro	Gestion de patrimoine immobilier
SNC Soparim et Cie « Avenue d'Italie »	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SNC Cogilor	Gestion de patrimoine immobilier

SNC Cogifrance et Cie (Les Jardins de la Plaine Monceau)	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SNC Cogifrance et Cie Saint-Denis Pleyel	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
Soparim EURL	Autres
SNC Cogifrance & Cie Gestion	Autres
SAS S.I. du 8 rue de Cambacérès	Gestion de patrimoine immobilier
SNC Cogifrance Montmartre	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SNC Cogifrance Neuilly	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SNC Cogifrance Renan	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SARL Poissonnière Immobilière	Gestion de patrimoine immobilier
SNC Cogifrance Surène	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SCI Hoche Cogifrance	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SNC Cogifrance Rives du Lac	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SNC Cogifrance Rousseau	Gestion de patrimoine immobilier
SNC Les locations de l'Ile de France	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SEGI Immobilière	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
CAL Immobilière	Production immobilière (promotion et marchand de biens)
SNC Cogifrance Grenelle	Gestion de patrimoine immobilier
SCI Chaptal Cogifrance	Gestion de patrimoine immobilier
SNC Cogifrance Levallois	Gestion de patrimoine immobilier
SNC Cogifrance Daumesnil	Gestion de patrimoine immobilier
SNC Cogi-Seine	Gestion de patrimoine immobilier
SNC Cogifrance Paris Est	Gestion de patrimoine immobilier
SNC Cogi-Ouest	Gestion de patrimoine immobilier
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)	Courtage d'assurance (non affecté)
Grande Bretagne	
Edmond de Rothschild (UK) Limited	Gestion de fortune (private banking)
LCFR UK PEP Limited	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
Hong Kong	
Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd.	Gestion d'actifs (assets management)
Edmond de Rothschild Asia Limited	Gestion d'actifs (assets management)
Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Limited	Gestion d'actifs (assets management)
China Investment Partners (HK) Ltd.	Gestion d'actifs (assets management)
Israël	
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd.	Gestion de patrimoine immobilier
Italie	
Edmond de Rothschild (Italia) SGR SpA	Gestion de fortune (private banking)
Luxembourg	
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management Sàrl	Gestion d'actifs (assets management)
EdR Real Estate (Eastern Europe) CIE Sàrl	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest Sàrl	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
Cablinvest Sàrl	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
CFSH Secondary Opportunities SA ; SICAR	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
CFSH Luxembourg Sàrl	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
Bridge Management Sàrl	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II Sàrl	Gestion d'actifs (assets management)
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II Sàrl	Gestion d'actifs (assets management)
Cablinvest II Sàrl	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
ERES Participations III Sàrl	Opérations pour compte propre (achat et vente de participations)
EdR Real Estate (Eastern Europe) Management Sàrl	Gestion d'actifs (assets management)
Edmond de Rothschild Investment Partners China Sàrl	Gestion d'actifs (assets management)
Monaco	
Edmond de Rothschild (Monaco)	Gestion de fortune (private banking)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Edmond de Rothschild SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. – Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- les titres et instruments financiers, que votre groupe détient dans le cadre de son activité. Les notes 2.3 (Portefeuilles titres), 2.7 (Evaluation du portefeuille titres), 2.8 (Revenus du portefeuille titres) et 2.9 (Résultats sur instruments financiers) de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables d'évaluation et de reconnaissance du résultat relatif à ses positions. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et nous nous sommes assurés de la correcte application des méthodes retenues. Nous avons également mis en œuvre les travaux nécessaires pour nous assurer que les positions sur titres et instruments financiers sont évaluées de façon satisfaisante ;
- les provisions destinées à faire face aux risques et charges identifiés (note 3.13 de l'annexe), en fonction de la meilleure estimation des risques encourus. Dans le cadre de notre appréciation de ces provisions, nous avons examiné les éléments d'information sur lesquels ces estimations sont fondées. Nos travaux ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations comptables ou des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 3 mai 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Jacques Lévi

Cabinet Didier Kling et Associés

Didier Kling

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social d'Edmond de Rothschild SA, 47, rue du Faubourg Saint-Honoré à Paris 8^e.

1703222